



# Assemblée générale

Distr. générale  
18 décembre 2017

**Soixante-douzième session**  
Point 81 de l'ordre du jour

## Résolution adoptée par l'Assemblée générale le 7 décembre 2017

[sur la base du rapport de la Sixième Commission (A/72/460)]

### 72/116. Rapport de la Commission du droit international sur les travaux de sa soixante-neuvième session

*L'Assemblée générale,*

*Ayant examiné* le rapport de la Commission du droit international sur les travaux de sa soixante-neuvième session<sup>1</sup>,

*Soulignant* qu'il importe de poursuivre le développement progressif et la codification du droit international afin de mettre en œuvre les buts et les principes énoncés dans la Charte des Nations Unies et dans la Déclaration relative aux principes du droit international touchant les relations amicales et la coopération entre les États conformément à la Charte des Nations Unies<sup>2</sup>,

*Constatant* qu'il est souhaitable de renvoyer à la Sixième Commission les questions de droit et de rédaction des textes, y compris les sujets susceptibles d'être soumis à la Commission du droit international pour un examen approfondi, et de permettre aux deux commissions de contribuer davantage encore au développement progressif et à la codification du droit international,

*Rappelant* qu'il faut maintenir à l'étude les sujets de droit international qui, par l'intérêt nouveau ou renouvelé qu'ils présentent pour la communauté internationale, peuvent fournir matière au développement progressif et à la codification du droit international et donc figurer au programme de travail futur de la Commission du droit international,

*Rappelant également* le rôle que jouent les États Membres pour ce qui est de proposer de nouveaux sujets à l'examen de la Commission du droit international et notant à cet égard que celle-ci leur a recommandé de motiver leurs propositions,

<sup>1</sup> Documents officiels de l'Assemblée générale, soixante-douzième session, Supplément n° 10 (A/72/10).

<sup>2</sup> Résolution 2625 (XXV), annexe.



*Réaffirmant* l'importance, pour l'aboutissement des travaux de la Commission du droit international, des informations communiquées par les États Membres sur leurs opinions et leur pratique,

*Consciente* de l'importance du travail effectué par les rapporteurs spéciaux de la Commission du droit international,

*Se félicitant* de la tenue du Séminaire de droit international et prenant note avec satisfaction des contributions volontaires versées au Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour le Séminaire de droit international,

*Considérant* qu'il importe que l'*Annuaire de la Commission du droit international* soit publié en temps voulu et que l'arriéré de publication soit résorbé,

*Soulignant* qu'il est utile que la Sixième Commission cadre et structure le débat qu'elle consacre au rapport de la Commission du droit international de façon à pouvoir accorder l'attention voulue à chacun des grands sujets qui y sont traités et débattre de thèmes particuliers,

*Désireuse*, dans le cadre de la revitalisation du débat sur le rapport de la Commission du droit international, de renforcer encore l'interaction entre la Sixième Commission, constituée de représentants des États, et la Commission du droit international, constituée de juristes indépendants, pour améliorer le dialogue entre elles,

*Se félicitant* des initiatives prises par la Sixième Commission en vue de tenir des débats interactifs, des discussions de groupe et des séances de questions, comme elle l'envisageait dans sa résolution 58/316 du 1<sup>er</sup> juillet 2004, relative à de nouvelles mesures pour la revitalisation de ses travaux,

1. *Prend note* du rapport de la Commission du droit international sur les travaux de sa soixante-neuvième session<sup>1</sup> ;

2. *Se félicite* du travail accompli par la Commission du droit international à sa soixante-neuvième session et note en particulier qu'elle a adopté en première lecture l'ensemble des projets d'article sur les crimes contre l'humanité<sup>3</sup> ;

3. *Recommande* à la Commission du droit international de poursuivre ses travaux sur les sujets actuellement inscrits à son programme en tenant compte des commentaires et observations présentés par les États par écrit ou oralement au cours des débats de la Sixième Commission ;

4. *Appelle l'attention* des États sur le fait qu'il importe qu'ils fassent parvenir à la Commission du droit international, le 15 janvier 2018 au plus tard, leurs observations sur les divers aspects des sujets inscrits à l'ordre du jour de celle-ci, en particulier tous les points mentionnés au chapitre III de son rapport en ce qui concerne :

- a) La protection de l'atmosphère ;
- b) L'application provisoire des traités ;
- c) Les normes impératives du droit international général (*jus cogens*) ;
- d) L'immunité de juridiction pénale étrangère des représentants de l'État ;
- e) La succession d'États en matière de responsabilité de l'État ;

5. *Appelle également l'attention* des États sur le fait qu'il importe qu'ils fassent parvenir à la Commission du droit international, le 1<sup>er</sup> janvier 2018 au plus tard, leurs commentaires et observations sur les projets de conclusion sur la

<sup>3</sup> Voir *Documents officiels de l'Assemblée générale, soixante-douzième session, Supplément n° 10 (A/72/10)*, chap. IV, sect. C.

détermination du droit international coutumier et sur les accords et pratique ultérieurs dans le contexte de l'interprétation des traités, que la Commission a adoptés en première lecture à sa soixante-huitième session<sup>4</sup> ;

6. *Prend note* de la décision de la Commission du droit international d'ajouter le sujet « Succession d'États en matière de responsabilité de l'État » à son programme de travail<sup>5</sup>, et encourage la Commission à poursuivre l'examen des sujets inscrits à son programme de travail à long terme<sup>6</sup> ;

7. *Prend note également* des paragraphes 266 et 267 du rapport de la Commission du droit international et note, en particulier, que la Commission a inscrit les sujets « les principes généraux de droit » et « la preuve devant les juridictions internationales » à son programme de travail à long terme<sup>7</sup> et, à cet égard, encourage la Commission à tenir compte des commentaires et des observations formulés par les gouvernements au cours du débat de la Sixième Commission ;

8. *Prend note avec satisfaction* de la recommandation que la Commission a formulée aux paragraphes 279 à 281 de son rapport concernant la célébration de son soixante-dixième anniversaire et encourage les États à verser des contributions volontaires au fonds d'affectation spéciale du Bureau des affaires juridiques pour la promotion du droit international, afin de faciliter cette célébration ;

9. *Prend note* du paragraphe 282 du rapport de la Commission du droit international et prie le Secrétaire général de continuer à rechercher des solutions concrètes pour soutenir le travail des rapporteurs spéciaux, en plus de celles que prévoit sa résolution 56/272 du 27 mars 2002 ;

10. *Se félicite* des efforts que fait la Commission du droit international pour améliorer ses méthodes de travail<sup>8</sup> et l'encourage à persévérer ;

11. *Invite* la Commission du droit international à continuer de prendre des mesures pour améliorer son efficacité et sa productivité et à envisager de présenter aux États Membres des propositions à cette fin ;

12. *Engage* la Commission du droit international à prendre de nouvelles mesures d'économie à ses futures sessions, sans pour autant nuire à l'efficacité et à l'efficience de ses travaux ;

13. *Rappelle* que la Commission du droit international a son siège à l'Office des Nations Unies à Genève ;

14. *Prend note* du paragraphe 295 du rapport de la Commission du droit international et décide que la Commission tiendra sa prochaine session au Siège de l'Organisation des Nations Unies, à New York, du 30 avril au 1<sup>er</sup> juin 2018, période qui coïncidera avec la célébration du soixante-dixième anniversaire de la Commission, et à l'Office des Nations Unies à Genève du 2 juillet au 10 août 2018 ;

<sup>4</sup> Ibid., *soixante et onzième session, Supplément n° 10 (A/71/10)*, par. 60 et 73.

<sup>5</sup> Ibid., *soixante-douzième session, Supplément n° 10 (A/72/10)*, par. 263.

<sup>6</sup> Les sujets suivants sont actuellement inscrits au programme à long terme de la Commission du droit international : « Propriété et protection des épaves au-delà des limites de la juridiction maritime nationale », « Immunité juridictionnelle des organisations internationales », « Protection des données personnelles dans la circulation transfrontière de l'information », « Compétence extraterritoriale », « Règle du traitement juste et équitable en droit international de l'investissement », « Règlement des différends internationaux auxquels des organisations internationales sont parties », « Les principes généraux de droit » et « La preuve devant les juridictions internationales ».

<sup>7</sup> *Documents officiels de l'Assemblée générale, soixante-douzième session, Supplément n° 10 (A/72/10)*, par. 267.

<sup>8</sup> Ibid., *soixante-sixième session, Supplément n° 10 (A/66/10)*, par. 370 à 388.

15. *Souligne* qu'il est souhaitable d'améliorer encore le dialogue entre la Commission du droit international et la Sixième Commission et, à ce propos, préconise de poursuivre la pratique des consultations informelles sous la forme d'échanges de vues entre les membres de la Sixième Commission et ceux de la Commission tout au long de l'année ;

16. *Engage* les délégations, pendant le débat sur le rapport de la Commission du droit international, à continuer de suivre autant que possible le programme de travail structuré adopté par la Sixième Commission et à faire des déclarations concises et centrées sur les sujets à l'examen ;

17. *Engage* les États Membres à envisager de se faire représenter par un conseiller juridique pendant la première semaine au cours de laquelle la Sixième Commission examine le rapport de la Commission du droit international (Semaine du droit international), afin que les questions de droit international puissent faire l'objet d'un débat de haut niveau ;

18. *Prie* la Commission du droit international de continuer à bien indiquer dans son rapport annuel, pour chaque sujet, les points sur lesquels des observations des États, formulées à la Sixième Commission ou présentées par écrit, lui seraient particulièrement utiles pour orienter comme il se doit la poursuite de ses travaux ;

19. *Prend note* des paragraphes 296 à 301 du rapport de la Commission du droit international, relatifs à la coopération et aux relations avec d'autres organes, et invite la Commission à continuer d'appliquer l'alinéa e) de l'article 16 et les articles 25 et 26 de son Statut pour renforcer encore sa coopération avec d'autres organes s'occupant de droit international, compte tenu de l'utilité de cette coopération ;

20. *Note* que les organismes nationaux et les juristes qui s'occupent de droit international peuvent aider les États à décider s'ils doivent ou non faire des commentaires et des observations sur les projets présentés par la Commission du droit international ainsi qu'à formuler de tels commentaires et observations ;

21. *Réaffirme* ses décisions antérieures sur l'aide indispensable que la Division de la codification du Bureau des affaires juridiques du Secrétariat apporte à la Commission du droit international, notamment en rédigeant des mémoires et des études sur des sujets inscrits à l'ordre du jour de celle-ci ;

22. *Réaffirme également* ses décisions antérieures concernant la documentation et les comptes rendus analytiques des séances de la Commission du droit international<sup>9</sup> ;

23. *Prend note* du paragraphe 284 du rapport de la Commission du droit international, rappelle l'importance primordiale du multilinguisme, établie dans sa résolution 69/324 du 11 septembre 2015 sur le multilinguisme, souligne qu'il importe de publier les documents de la Commission en temps voulu dans les six langues officielles de l'Organisation des Nations Unies et, à cette fin, demande aux rapporteurs spéciaux de soumettre leurs rapports dans les délais fixés par le Secrétariat ;

24. *Souligne* qu'il faut accélérer l'établissement des comptes rendus analytiques des séances de la Commission du droit international et se félicite que, d'une part, les mesures prises à la soixante-cinquième session de la Commission

---

<sup>9</sup> Voir les résolutions 32/151, par. 10, et 37/111, par. 5, ainsi que toutes les résolutions ultérieures sur les rapports annuels présentés à l'Assemblée générale par la Commission du droit international. Voir également l'*Annuaire de la Commission du droit international 1982*, vol. II (deuxième partie), par. 267 à 269 et 271, ainsi que les rapports annuels subséquents de la Commission.

pour rationaliser le traitement des comptes rendus analytiques<sup>10</sup> aient été maintenues, ce qui a permis de rationaliser l'emploi des ressources, et que, d'autre part, la longueur des comptes rendus analytiques de la Commission, qui constituent les travaux préparatoires du développement progressif et de la codification du droit international, ne soit pas arbitrairement limitée ;

25. *Se félicite* de l'institutionnalisation de la pratique du Secrétariat de publier sur le site Web de la Commission du droit international les comptes rendus analytiques provisoires, en anglais et en français, des travaux de celle-ci ;

26. *Se félicite également* des efforts déployés par le Secrétariat en vue d'assurer le traitement rapide et efficace des documents de la Commission du droit international et de l'institutionnalisation des mesures expérimentales prises à la soixante-huitième session de la Commission pour rationaliser l'édition de ces documents ;

27. *Prend note* du paragraphe 285 du rapport de la Commission du droit international, souligne l'importance que les publications de la Division de la codification revêtent pour les travaux de la Commission, salue en particulier la publication de la neuvième édition de *La Commission du droit international et son œuvre* en anglais et prie à nouveau le Secrétaire général de continuer de publier *La Commission du droit international et son œuvre* dans les six langues officielles au début de chaque quinquennat, le *Recueil des sentences arbitrales* en anglais ou en français et le *Résumé des arrêts, avis consultatifs et ordonnances de la Cour internationale de Justice* dans les six langues officielles tous les cinq ans ;

28. *Prend note* du paragraphe 290 du rapport de la Commission du droit international, souligne la valeur incomparable de l'*Annuaire de la Commission du droit international* et prie le Secrétaire général de veiller à ce qu'il soit publié en temps voulu dans toutes les langues officielles ;

29. *Exprime sa reconnaissance* aux États qui ont versé des contributions volontaires au Fonds d'affectation spéciale destiné à résorber l'arriéré de publication de l'*Annuaire de la Commission du droit international* et encourage le versement d'autres contributions à ce fonds ;

30. *Prend note* du paragraphe 291 du rapport de la Commission du droit international, se félicite des progrès remarquables accomplis ces dernières années dans la résorption de l'arriéré de publication de l'*Annuaire de la Commission du droit international* dans les six langues, salue les efforts faits par la Division de la gestion des conférences de l'Office des Nations Unies à Genève, notamment sa Section de l'édition, pour donner effectivement suite à ses résolutions appelant à une résorption de l'arriéré, encourage la Division à fournir en permanence à la Section de l'édition l'appui dont elle a besoin pour assurer la publication de l'*Annuaire de la Commission du droit international* et demande que la Commission soit tenue régulièrement informée des progrès accomplis à cet égard ;

31. *Se félicite* des efforts constants que fait la Division de la codification pour tenir à jour et améliorer le site Web où sont présentés les travaux de la Commission du droit international ;

32. *Espère* que le Séminaire de droit international continuera de se tenir parallèlement aux sessions de la Commission du droit international et attirera un nombre croissant de participants venant de pays appliquant un des principaux systèmes juridiques, et en particulier de pays en développement, ainsi que des représentants auprès de la Sixième Commission, et invite les États à continuer de

---

<sup>10</sup> Documents officiels de l'Assemblée générale, soixante-huitième session, Supplément n° 10 (A/68/10), par. 183.

verser au Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour le Séminaire de droit international les contributions volontaires dont il a besoin d'urgence ;

33. *Prie* le Secrétaire général de fournir au Séminaire de droit international les services dont il a besoin, y compris, s'il y a lieu, des services d'interprétation, et l'engage à continuer de réfléchir aux moyens d'améliorer l'organisation et la structure du Séminaire ;

34. *Souligne* l'importance des comptes rendus analytiques et du résumé thématique du débat de la Sixième Commission pour les travaux de la Commission du droit international et, à cet égard, prie le Secrétaire général de porter à l'attention de cette dernière les comptes rendus des séances qu'elle a consacrées, à sa soixante-douzième session, à l'examen du rapport de celle-ci, ainsi que toutes déclarations écrites distribuées par les délégations qui prononcent un discours, et d'établir et de faire distribuer, suivant la pratique établie, un résumé thématique du débat ;

35. *Prie* le Secrétariat de distribuer aux États, dès que possible après la fin de la session de la Commission du droit international, le chapitre II du rapport de celle-ci, contenant le résumé des travaux de la session, ainsi que le chapitre III, consacré aux points sur lesquels des observations des États seraient particulièrement intéressantes pour la Commission, et les projets d'article adoptés par la Commission en première ou en seconde lecture ;

36. *Prie également* le Secrétariat de diffuser le rapport complet de la Commission du droit international dès que possible après la fin de la session de cette dernière pour que les États Membres puissent l'examiner suffisamment à l'avance et avant l'expiration du délai qu'elle a fixé pour la présentation des rapports ;

37. *Engage* la Commission du droit international à continuer d'envisager différentes manières de formuler les points sur lesquels des observations des gouvernements seraient particulièrement intéressantes pour elle afin d'aider ceux-ci à mieux comprendre les questions auxquelles ils doivent répondre ;

38. *Recommande* qu'à sa soixante-treizième session, l'examen du rapport de la Commission du droit international commence le 22 octobre 2018.

67<sup>e</sup> séance plénière  
7 décembre 2017